

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

TBSO

Société en commandite par actions au capital de 91.384,62 euros

Siège social : 10 rue de la Bourse - 75002 Paris

562 076 026 R.C.S. Paris

(Ci-après la « **Société** »)

AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de TBSO sont avisés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le **lundi 15 juin 2026, à 11 heures**, dans les locaux du Morning Concorde – Salon du Barry – situé 4, rue Royale – 75008 PARIS afin de délibérer sur l'ordre du jour et le projet de résolutions ci-dessous.

Les actionnaires souhaitant se connecter à distance pour suivre l'Assemblée générale devront en faire la demande par email à l'adresse suivante **tbso@actus.fr** en fournissant :

- Une attestation d'inscription en compte,
- Une copie de leur pièce d'identité, et
- Le numéro de téléphone qu'ils souhaitent utiliser pour la connexion.

ORDRE DU JOUR**I. De la compétence de l'Assemblée générale ordinaire**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
3. Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ;
4. Approbation des informations relatives aux rémunérations des mandataires sociaux mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce au titre de l'exercice 2025 ;
5. Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Éric Larchevêque en sa qualité de Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2025 ;
6. Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant pour l'exercice 2026 ;
7. Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice 2026 ;
8. Approbation de la politique de rémunération applicable à l'associé commandité pour l'exercice 2026.

II. De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire

9. Décision à prendre en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce : constatation que les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social et décision relative à la dissolution anticipée ou à la poursuite de l'activité de la Société ;
10. Pouvoirs pour formalités.

PROJETS DE RÉOLUTIONS**Résolutions à caractère ordinaire****Première résolution**

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, connaissance prise du rapport de gestion du Gérant, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels,

approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, lesquels font apparaître une perte nette de 1.491.556 euros.

L'assemblée générale prend acte qu'il n'y a eu, au cours de l'exercice écoulé, aucune dépense relevant de l'article 39-4 du Code général des impôts.

Deuxième résolution

(Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, sur proposition du Gérant approuvée par le Conseil de surveillance,

constatant que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 se traduit par une perte nette de 1.491.556 euros,

décide d'affecter cette perte en totalité au compte de report à nouveau débiteur.

L'assemblée générale prend acte que, conformément à l'article 20.4 des statuts, l'associé commandité ne perçoit aucune part dans le résultat de l'exercice.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée générale prend acte qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions suivantes ont été réalisées :

- Exercice 2024 : néant
- Exercice 2023 : néant
- Exercice 2022 : néant

Il est rappelé que des distributions exceptionnelles de réserves et primes d'un montant de 0,34 euro par action et un remboursement de capital d'un montant de 1,62 euro par action, soit un montant total de 1,96 euro par action, ont été décidés par l'assemblée générale du 22 septembre 2025 et mis en paiement le 4 novembre 2025, préalablement à la cession par Unibail-Rodamco-Westfield de 8.926.494 actions représentant 97,68 % du capital et des droits de vote de la Société (le « Bloc de Contrôle »), intervenue le 6 novembre 2025.

L'assemblée générale constate qu'après affectation du résultat de l'exercice, les capitaux propres de la Société s'établissent à -1.265.288 euros et demeurent inférieurs à la moitié du capital social fixé à 91.384,62 euros. La neuvième résolution de la présente assemblée, statuant à titre extraordinaire, porte sur la décision à prendre en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce.

Troisième résolution

(Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,

approuve les conventions qui y sont mentionnées, telles qu'autorisées par le Conseil de surveillance lors de sa réunion du 22 avril 2026 postérieurement à leur conclusion, à savoir :

(i) la convention de prestation de services conclue entre la Société et la société ELIV portant sur l'organisation du séminaire d'équipe tenu du 9 au 11 décembre 2025, pour un montant de 7 000 euros hors taxes (facture ELIV n° F-2025-025 du 15 décembre 2025) ; et

(ii) la convention de refacturation conclue entre la Société et la société ELIV portant sur les coûts engagés pour le lancement opérationnel du projet SKL Club, pour un montant de 28 600 euros hors taxes (facture ELIV n° 20251204 du 22 décembre 2025).

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, Monsieur Éric Larchevêque, indirectement intéressé, et la société Quatre Vingt Dix qu'il contrôle, ne prendront pas part au vote ; les actions de la société Quatre Vingt Dix ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Quatrième résolution

(Approbation des informations relatives aux rémunérations des mandataires sociaux — vote ex post global)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil de surveillance,

approuve, en application de l'article L. 22-10-77 I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce relatives aux rémunérations de l'ensemble des mandataires

sociaux au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Cinquième résolution

(Approbation des éléments de rémunération versés ou attribués à Monsieur Éric Larchevêque en sa qualité de Président-Directeur Général au titre de l'exercice 2025 — vote ex post individuel)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi par le Conseil de surveillance,

approuve, en application de l'article L. 22-10-77 II du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 à Monsieur Éric Larchevêque, en sa qualité de Président-Directeur Général de la Société du 6 novembre au 31 décembre 2025 (la Société étant alors sous forme de société anonyme), tels que présentés dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'assemblée générale prend acte qu'aucune rémunération n'a été versée ou attribuée à Monsieur Éric Larchevêque au titre de l'exercice 2025.

Sixième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable au Gérant pour l'exercice 2026 — vote ex ante)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, connaissance prise du rapport du Conseil de surveillance,

approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II du Code de commerce (applicable aux SCA via l'article L. 22-10-78), la politique de rémunération du Gérant telle qu'elle est présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le rapport financier annuel de la Société.

L'assemblée générale prend acte que la politique de rémunération du Gérant pour l'exercice 2026 prévoit notamment une rémunération fixe annuelle brute de 20.000 euros et aucune rémunération variable, exceptionnelle ou avantage en nature.

Septième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable aux membres du Conseil de surveillance pour l'exercice 2026 — vote ex ante)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité,

approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II du Code de commerce (applicable aux SCA via l'article L. 22-10-78), la politique de rémunération des membres du Conseil de surveillance telle qu'elle est présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise figurant dans le rapport financier annuel de la Société.

L'assemblée générale prend acte qu'aucune rémunération n'est prévue au titre de l'exercice 2026 pour les membres du Conseil de surveillance.

Huitième résolution

(Approbation de la politique de rémunération applicable à l'associé commandité pour l'exercice 2026 — vote ex ante)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité,

approuve, en application de l'article L. 22-10-76 II du Code de commerce (applicable aux SCA via l'article L. 22-10-78), la politique de rémunération de l'associé commandité, Financière Larchevêque, telle qu'elle est présentée dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'assemblée générale prend acte que, conformément à l'article 20.4 des statuts, l'associé commandité ne perçoit aucune rémunération au titre de sa qualité de commandité et ne bénéficie d'aucun droit à dividende préceptaire ni d'aucune forme d'intéressement spécifique au résultat de la Société.

Résolutions à caractère extraordinaire

Neuvième résolution

(Décision à prendre en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce : capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social — décision de poursuite de l'activité)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, ayant pris acte de l'accord de l'associé commandité, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Gérant et du rapport du Conseil de surveillance, et après étude de la situation de la Société telle qu'elle ressort des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, lesquels ont fait apparaître que les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, applicable aux sociétés en commandite par actions en vertu de l'article L. 226-1 du même code, et de l'article 25 des statuts, de ne pas procéder à la dissolution de la Société et, en conséquence, de poursuivre son exploitation ;

prend acte que la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, soit au plus tard le 31 décembre 2027, de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, ou, sous réserve de l'article L. 224-2, de réduire son capital social du montant nécessaire pour que la valeur des capitaux propres soit au moins égale à la moitié de son montant ;

décide que la présente résolution sera publiée conformément aux dispositions de l'article R. 225-166 du Code de commerce.

Dixième résolution

(Pouvoirs pour formalités)

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales et de publicité.

I. Formalités préalables pour participer à l'Assemblée Générale

Les actionnaires peuvent prendre part à cette Assemblée quel que soit le nombre d'actions dont ils sont propriétaires, nonobstant toutes clauses statutaires contraires.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales de la Société par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application de l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **lundi 8 juin 2026 à minuit, heure de Paris** :

- Soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire Uptevia – Service Assemblées Générales – 90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex ;
- Soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité.

L'inscription en compte des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité doit être constatée par une attestation de participation délivrée par ce dernier et annexée au formulaire de vote par correspondance ou de procuration (« Formulaire unique de vote »), ou encore, à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Seuls pourront participer à cette Assemblée les actionnaires remplissant à la date du lundi 8 juin 2026 à minuit (heure de Paris) les conditions prévues par l'article R. 22-10-28 du Code de commerce précitées.

II. Mode de participation à l'Assemblée Générale

1. Pour assister personnellement à l'Assemblée Générale

Les actionnaires, désirant assister à l'Assemblée, devront demander leur carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressée, en précisant qu'il souhaite participer à l'Assemblée

Générale et obtenir une carte d'admission puis le renvoyer daté et signé à Uptevia à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation ;

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : demander à son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les demandes de carte d'admission des actionnaires, au nominatif et au porteur, devront être réceptionnées par Uptevia, trois jours avant l'Assemblée, soit le **vendredi 12 juin 2026** au plus tard, selon les modalités indiquées ci-dessus.

Les actionnaires, n'ayant pas reçu leur carte d'admission dans les cinq jours ouvrés, soit le **lundi 8 juin 2026 à minuit, heure de Paris**, précédant l'Assemblée Générale, sont invités à :

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée Générale, directement aux guichets spécifiquement prévus à cet effet, munis d'une pièce d'identité ;
- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : demander à son intermédiaire financier de lui délivrer une attestation de participation permettant de justifier de sa qualité d'actionnaire au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée Générale et se présenter directement aux guichets spécifiquement prévus à cet effet, munis de son attestation de participation et d'une pièce d'identité.

2. Pour voter par procuration ou par correspondance

À défaut d'assister personnellement à cette Assemblée Générale, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- adresser une procuration au Président de l'Assemblée Générale ;
- donner une procuration à toute personne physique ou morale de son choix dans les conditions prévues aux articles L. 22-10-39 et L. 225-106 I du Code de commerce ;
- voter par correspondance.

Il est précisé que, pour toute procuration sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par la Gérance et un vote défavorable pour tous les autres projets de résolutions.

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration devront procéder de la façon suivante :

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif : compléter le Formulaire unique de vote, joint à la convocation qui lui sera adressée, en précisant qu'il souhaite se faire représenter ou voter par correspondance puis le renvoyer daté et signé à l'aide de l'enveloppe T jointe à la convocation ;
- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur : demander le Formulaire unique de vote auprès de son intermédiaire financier qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'Assemblée Générale, le compléter en précisant qu'il souhaite se faire représenter ou voter par correspondance puis le renvoyer daté et signé à son intermédiaire financier qui le transmettra avec l'attestation de participation émise par ses soins à Uptevia – Service Assemblées Générales – 90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Conformément aux dispositions des articles R. 225-79 et R. 22-10-24 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, en envoyant un e-mail revêtu d'une signature électronique, résultant d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le Formulaire unique de vote, à l'adresse électronique suivante **ct-mandataires-assemblees@uptevia.com** en précisant ses nom, prénom, adresse et les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué ainsi que (i) pour les actionnaires au nominatif pur, leur identifiant Uptevia, (ii) pour les actionnaires au nominatif administré, leur identifiant disponible auprès de leur intermédiaire financier, ou (iii) pour les actionnaires au porteur, leurs références bancaires disponibles auprès de leur intermédiaire financier, étant précisé qu'une confirmation écrite de leurs instructions devra parvenir à Uptevia par leur intermédiaire financier.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats dûment signées, complétées et réceptionnées au plus tard trois jours avant la date de tenue de l'Assemblée Générale pourront être prises en compte. Par ailleurs, seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Les actionnaires qui auront envoyé une demande de carte d'admission, un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée Générale.

Le Formulaire unique de vote devra être adressé, selon les modalités indiquées ci-dessus, à Uptevia au plus tard trois jours calendaires avant l'Assemblée Générale, soit le **vendredi 12 juin 2026**, à défaut de quoi il ne pourra être pris en compte.

Le Formulaire unique de vote est adressé automatiquement aux actionnaires inscrits en compte nominatif pur ou administré par courrier postal.

Pour les propriétaires d'actions au porteur, le Formulaire unique de vote sera adressé sur demande réceptionnée par lettre simple par Uptevia – Service Assemblées Générales – 90 – 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit le **mardi 9 juin 2026** au plus tard.

III. Confirmation de vote

L'actionnaire pourra demander la confirmation de la prise en compte de son vote auprès d'Uptevia. Toute demande d'un actionnaire formulée en ce sens doit intervenir dans les trois mois suivant la date de l'Assemblée Générale.

IV. Questions écrites

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société conformément aux articles L. 225-108 et R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : TBSO, département Relations Investisseurs, 10 rue de la Bourse, 75002 Paris ou par voie électronique à l'adresse suivante **tbso@actus.fr**, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le **mardi 9 juin 2026 à minuit, heure de Paris**. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Les réponses aux questions écrites seront publiées directement sur <https://euronext.tbso.com/>.

V. Demande d'inscription de projets de résolutions ou de points à l'ordre du jour

Les demandes motivées d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions légales en vigueur doivent être adressées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et être réceptionnées au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'Assemblée Générale. Ces demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte justifiant de la possession ou de la représentation par les auteurs de la demande de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de commerce. La liste des points ajoutés à l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions seront publiés sur le site internet de la Société <https://euronext.tbso.com/> conformément à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce. La demande d'inscription de projets de résolutions est accompagnée du texte des projets de résolutions qui peuvent être assorties d'un bref exposé des motifs.

Il est en outre rappelé que l'examen par l'Assemblée Générale des points à l'ordre du jour et des résolutions qui seront présentés est subordonné à la transmission par les intéressés, au plus tard le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le **lundi 8 juin 2026, à minuit, heure de Paris**, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte de leurs titres dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

VI. Droit de communication

Conformément à la loi, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à cette Assemblée Générale seront mis à la disposition des actionnaires, dans les délais légaux, au siège social de la Société et sur le site internet de la Société <https://euronext.tbso.com/> ou transmis sur simple demande adressée à Uptevia.

Dans la mesure où les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce sont mis en ligne sur le site internet de la Société et conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, il ne sera pas donné suite aux demandes d'envoi de documents qui pourraient être adressées à la société.

Le présent avis vaut avis de convocation, sauf si d'éventuelles modifications devaient être apportées à l'ordre du jour notamment à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires.

La Gérance.